



Covid-19 et aménagement du territoire

Appel à contributions du Cercle pour l'aménagement du territoire

Replacer les territoires au centre de la réflexion économique et sociale sur le devenir de la France

Philippe Defins *

Juillet 2020

Curieux moment que celui du confinement à l'occasion d'une crise sanitaire.

« La peste les laissait oisifs, réduits à tourner en rond dans leur ville morne et livrés, jour après jour, aux jeux décevants du souvenir. Car, dans leurs promenades sans but, ils étaient amenés à passer toujours par les mêmes chemins, et, la plupart du temps, dans une si petite ville, ces chemins étaient précisément ceux qu'à une autre époque ils avaient parcouru avec l'absent »
Albert Camus.

Comment faire pour que cette petite ville redevienne celle de l'avenir, que la jeunesse souhaite y bâtir, prospérer. Comment faire pour que notre campagne redevienne désirable autrement que pour fuir la fureur des cités.

En ce début 2020 les yeux s'ouvrirent, et les augures furent nombreux. Comment n'avions-nous pas perçu notre dépendance au grand ami asiatique, comment se faisait-il que nos fiers pays occidentaux, si avisés dans leurs conseils aux moins avancés qu'eux, manquent à ce point d'outils essentiels à leur protection ? « Je vous l'avais bien dit ! » scandent certains donneurs de leçon.

Laissons tout cela, l'histoire jugera !

Il est évident que la crise appelle un sursaut. Comment concevoir « cet après » ? Les grands axes de la refondation pourraient être :

-une saine réflexion sur la mondialisation, pour qu'elle soit une ouverture grâce aux échanges, une juste contribution des plus forts à la solidarité avec les plus démunis. Que le libre-échange signifie autre chose qu'une ruée vers le moins-disant social et salarial. Continuons à être ouverts au monde mais dans une autre logique.

* **Philippe Defins**, Administrateur général (retraité) Ministère de l'Economie et des Finances

-un retour à une consommation raisonnable, soucieuse du mode de production, respectueuse de la nature, moins énergivore. Oublions dès maintenant les cerises à Noël ! Permettons aux petits producteurs chiliens, africains de cultiver leur lopin pour alimenter les marchés locaux, qu'ils disposent notamment des ressources en eau dont ils sont souvent privés au profit de grandes exploitations qui exportent vers nos riches étalages. Favorisons les cultures traditionnelles adaptées au milieu pour permettre une plus grande autonomie alimentaire de ces pays. Arrêtons de nourrir nos élevages avec les terres déboisées.

Constat éloigné de notre sujet ? Sans rapport avec nos territoires ? Poncifs ?

Au contraire, réaffirmons que ce constat sans indulgence pour nous-mêmes est fondé sur une analyse de nos dépendances... Mises en lumière par la crise et que nous devons corriger.

Les territoires sont au cœur de cette analyse. Comment ne pas percevoir que notre mode de vie, plus que jamais héritier direct de notre consommation, doit se soucier de la **géographie** et du « terrain ». L'appréhension de la crise sanitaire ne peut être « déconnectée » de nos choix en matière d'aménagement. La pénurie de certains outils de défense sanitaire (et au-delà), et notre désarroi, découlent de nos choix de vie et des organisations mises en place pour les satisfaire. L'approche territoriale a toute sa place dans l'analyse, et peut nous aider à faire mieux que par le passé.

1 - En premier lieu, rappeler que l'hexagone est uni depuis toujours au continent européen, que cette Europe, objet de toutes les querelles, doit être présente à chaque instant dans nos choix. Point d'avenir sans nos voisins, point de paix et d'espoir pour la jeunesse sans l'échange et l'ouverture. Ne pensons pas notre territoire sans mesurer son ancrage dans cet environnement continental. Aucun grand projet d'aménagement ne doit négliger l'apport éventuel d'une coopération ou d'une complémentarité avec nos voisins. Que de bêtises aurions-nous évitées dans certains « chantiers » s'ils avaient été pensés avec le souci du partenariat, en choisissant le mieux placé pour faire. Réfléchir en commun, élaborer ces projets en additionnant les compétences, en mesurant ensemble les obstacles. L'aménagement de nos territoires ne peut être pensé sans cette **dimension européenne**.

2 – Tenir pour entendables les discours, mêmes maladroits, de ceux qui se disent « les oubliés du territoire ». Ceux qui ont vu leur village perdre leur école, leur poste, leur petite gare, leur médecin. Ceux qui roulent le matin pour rejoindre un emploi toujours plus lointain. Un emploi qui fuit vers la métropole régionale, divinement surprise que l'on vienne réclamer sous ses fenêtres ! **Écoutons les plaintes**, ne les résumons pas à leurs excès ou leurs débordements.

Pendant la crise certains centres urbains et industriels ont vu avec bonheur la solidarité exprimée par les régions les moins touchées. Veillons à l'unité du territoire en maintenant l'égalité entre ses différentes composantes. Soyons attentifs à la présence des services publics partout où ils sont ou SERONT utiles. Les déserts en matière d'équipements collectifs et sociaux pourraient se rappeler à nous dans des crises d'autre nature, que nous ne souhaitons évidemment pas. La centralisation outrancière ne fait pas bon ménage avec la prudence. Soyons prévoyants en matière de réseau électrique, de production d'énergie, d'alimentation en eau, de prévention en santé publique, de capacité d'acheminement, de sécurité des approvisionnements....

Le confinement en ville a aussi mis en évidence la soif d'un ailleurs qui serait meilleur sous d'autres cieux. Que de franciliens sont maintenant tentés par la ruralité, convaincus qu'ils pourront grâce aux outils modernes continuer à travailler en changeant de lieu, en restant connectés. Nos territoires sont-ils préparés à cela ? Soyons également attentifs à notre urbanisme, veillons à ne pas créer de quartiers « ghettoïsés », où la diversité est absente, où la

fraternité entre communautés ne peut être apprise, où les fractures sont subies, vécues comme des drames. Expliquons, dans les banlieues et ailleurs, que le repli n'est pas une solution, que la diversité, le partage et l'échange culturel sont des chances.

3 – **Evaluer les richesses locales.** Mesurer les capacités de production des territoires, avec une agriculture et une industrie économes en énergie, respectueuses de l'environnement.

La gestion de la crise sanitaire sera aussi jugée à l'aune de notre dépendance.

Quel triste constat de devoir mobiliser en urgence pour produire les instruments indispensables à notre sécurité sanitaire, découvrir avec candeur l'incapacité des industries à fabriquer certains biens par manque de composants essentiels ! Divine surprise encore !

Il est plus que temps de revitaliser le tissu industriel local, apporter le soutien utile au maintien des savoir-faire détenus bien souvent par des sous-traitants anonymes et indispensables. La crise sanitaire ne peut être jugée lointaine de ces sujets. Notre pays, qu'on le veuille ou non, est vivant de ses solidarités territoriales, entre spécialités et diversités. Ce que montre avant tout cette crise, c'est notre difficulté à évaluer et **prévenir les risques**. Le risque sanitaire en est un exemple cruel, mais il serait navrant que l'impréparation soit au rendez-vous des autres menaces. Servons-nous de nos forces, ne négligeons pas nos faiblesses. Notre territoire est une de nos forces majeures qui doit nous rassurer par sa diversité. Coordonnons nos potentiels, en les connaissant, en les respectant et en les dynamisant.

4 – La France, depuis qu'elle est France, tente de vivre avec son interrogation existentielle majeure, oscillant en permanence, au gré de son histoire, entre ses grands Duchés et l'autorité du Prince, ses jacobins et ses girondins, ses décentralisations et déconcentrations... N'est-il pas temps, à l'heure de la nouvelle communication et de l'abolition des distances, de concilier des évidences. Point de vérité absolue mais **un juste équilibre** à trouver entre l'Etat et ses territoires. Un Etat indispensable, assumant son rôle et seulement celui-ci, garant de l'égalité, et protecteur. Et des territoires, acteurs de la proximité, prévenant les disparités et lanceurs d'alertes économiques et sociales.

Cet équilibre ne se fera pas sans **une réflexion profonde sur le pouvoir politique local**. Avec quelle méthode ?

Eloignons-nous des précipitations habituelles qui découpent les régions à la hâte et les révisent quelques années plus tard au gré des tendances et de la conjoncture. Rejetons aussi les « attitudes de notables » soucieuses de préserver les fiefs. Soyons rigoureux dans l'analyse.

Rendons au pouvoir local ce qui relève de sa compétence. Engageons une réflexion très approfondie sur les domaines où le pouvoir local est le mieux placé pour agir. Recensons-les. Il s'agit là d'un travail de long terme, privilégiant la consultation.

Des outils institutionnels s'avèrent indispensables :

- renforçons le pouvoir local, avec un rôle majeur des collectivités de proximité.
- gardons le bicamérisme, avec l'une des chambres comme véritable représentante des territoires, en redéfinissant les fonctions de ce « Sénat revisité » pour qu'il soit un porte-parole de poids auprès du pouvoir central.
- créons une entité chargée de **la « veille » territoriale**, alertant sur les difficultés économiques avant qu'elles ne soient dramatiques, guettant les inégalités entre nos régions, mettant en évidence les initiatives heureuses pour un renouveau industriel, agricole ou culturel afin qu'elles bénéficient du soutien de l'Etat au bon moment.

recréons une fonction ministérielle chargée des équilibres et du développement des territoires. Ce ministère serait bien évidemment l'interlocuteur privilégié de la Chambre représentant les territoires, et de l'entité chargée de la « veille ».

* * *

La crise a touché tous les continents, événement dramatique, humainement tragique. Mais elle peut, et doit, nous convaincre de nos capacités de résilience. Nous devons cela à notre jeunesse. /

* * *